



INSTITUT EUROPÉEN DES RELATIONS INTERNATIONALES

Institut du Bosphore

Sixième séminaire annuel
Istanbul 12 - 13 Octobre 2014

POURQUOI L'EUROPE EST INDISPENSABLE ?

Transcender les crises pour réinventer notre avenir commun

L'UE, LA TURQUIE ET L'EURASIE

Analyse géopolitique des deux hypothèses
adhésion ou « partenariat privilégié » ?

IRNERIO SEMINATORE



© **Institut Européen des Relations Internationales**

27/A, Boulevard Charlemagne
1000 – Bruxelles (Belgique) Tel. : +32.2.280.14.95 –

Site Web : www.ieri.be

Institut du Bosphore

Sixième séminaire annuel
Istanbul 12 & 13 Octobre 2014

POURQUOI L'EUROPE EST INDISPENSABLE ?

Transcender les crises pour réinventer notre avenir commun

L'UE, LA TURQUIE ET L'EURASIE **Analyse géopolitique des deux hypothèses** **adhésion ou « partenariat privilégié » ?**

Irnerio SEMINATORE

Table des Matières

La Turquie, l'Europe et la géopolitique eurasiennne	3
Les limites de l'Europe et les capacités d'absorption de l'UE	6
Projection de l'UE vers le Caucase et l'Asie centrale.....	7
L'UE, les Etats-Unis et la Turquie.....	7
La Turquie entre intégration et conflit	8
L'ambiguïté stratégique de l'UE.....	9
Les conséquences régionales de la crise ukrainienne.....	9
Le projet européen et les tensions extérieures.....	10
La Turquie, la « question russe » et le déséquilibre stratégique dans le Sud-Est du continent.....	11
L'Europe, la Turquie, la Russie, les États-Unis et l'Eurasie.....	11
Les États-Unis et le Grand Echiquier	13
L'UE et les trois options de politique étrangère de la Turquie.....	14
Propositions pour un « Partenariat Privilégié » entre l'UE et la Turquie	15

La Turquie, l'Europe et la géopolitique eurasienne

Les relations entre l'Europe et la Turquie sont inscrites dans une géopolitique eurasienne, caractérisée par une triple métamorphose: de la géographie, de la puissance et des équilibres stratégiques. La première transformation concerne la masse continentale la plus importante du monde, celle de l'Eurasie, coeur géopolitique de l'Histoire ; **la deuxième**, le rôle accru des espaces océaniques ; **la troisième**, la stabilité stratégique qui, après la période de la bipolarité se commue en son contraire, l'instabilité, le déséquilibre et la fragmentation politique.

En revenant à la **première transformation**, celle-ci a pour objet le changement des paradigmes géopolitiques structurants qui imposent une nouvelle lecture du système international et donc un nouveau rapport entre le « Rimland » et le « Heartland ». Ce changement est fondamental. En effet dans le cadre de cette lecture, l'Europe et la Turquie appartiennent à des configurations géopolitiques distinctes : la Turquie fait partie du « Heartland », le « pivot des terres » ou encore « pivot géographique de l'Histoire » et l'Europe au « Rimland » planétaire, l'anneau des terres, qui va de la péninsule de Kamtchaka au Golfe Persique. Il en découle que la Turquie et l'Europe constituent deux entités géographiques aux projections diverses et que leurs stratégies sont déliées l'une de l'autre. Après l'effondrement de l'Empire soviétique, la Turquie retrouve son « espace vital » dans la masse centrale des continents, le « pivot des terres » où elle redécouvre ses sources linguistiques et son Histoire profonde, autrement dit, l'idéologisation du passé et les origines de l'Empire Ottoman. Selon cette lecture l'Europe se caractérise comme isthme occidental de l'Asie ou « Rimland » eurasien, car elle fait partie intégrante du « Rimland » planétaire, valorisé par le système maritime mondial et l'unité des océans. Le « Rimland » eurasien est dominé par les débouchés maritimes, le régime des eaux et les échanges par la voie des océans.

Pour les Etats européens de la bordure Atlantique après la fin des années 1990, le « paradigme géopolitique » dominant devient l'Eurasie à la place de l'Europe, qui fut le théâtre central du conflit Est-Ouest. Ainsi, le vieux pivot géographique du monde de

Halford J. Mackinder se déplace vers le « pivot des mers », le « sealand » inter-océanique de l'Océan indien.

Dans ces nouvelles conditions, la politique d'élargissement de l'UE comme politique de stabilisation à la marge de la péninsule eurasienne perd de sa pertinence et montre sa précarité historique. Elle perd de son sens originel, qui était fondé sur une perspective d'intégration de l'Europe de l'Est et de la Russie. La politique d'élargissement à de nouveaux pays impose comme une loi du gouvernement politique, un noyau restreint de direction politique et d'abandon de toute politique de dilution du pouvoir.

Sous cet angle sont à adopter les alliances permanentes, les partenariats privilégiés et les coalitions *ad hoc*. Ces choix géopolitiques mettent en exergue la fragilité institutionnelle et politique de la construction européenne. En effet, les constantes géographiques et les legs de l'Histoire imposent aux fédérations en gestation l'impératif d'un pouvoir fort, sous peine de se dissoudre. L'UE doit éviter les dilutions successives aux marges extérieures du continent car elle doit contrer les déséquilibres qui en découlent à l'intérieur. Reconceptualiser les paradigmes structurants du système international actuel c'est faire œuvre de lucidité politique, d'intuition stratégique et de perspective historique.

Ainsi vis-à-vis de la Turquie, l'approche en termes de « partenariat privilégié » découle de préoccupations réalistes, de souci d'autonomie et de convergence d'intérêts. La vocation géopolitique de la Turquie est continentale et consiste à renouer avec son passé. Son premier objectif demeure une politique de stabilisation autour de la Mer Noire, du Caucase du Sud, de la Mer Caspienne et de l'Asie Centrale, et cela en accord avec l'Union Européenne. En revanche, l'approche globale de l'Europe s'inscrit dans une perspective à trois volets, intercontinental, océanique et identitaire :

- La **perspective intercontinentale** inclut l'espace eurasien et la dimension africaine ;
- La **perspective inter-océanique** se définit par un réseau de bases, d'escales et de points clés maritimes, découlant des accords avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), qui font de l'Europe, ancienne puissance coloniale, un acteur géostratégique mondial ;
- La **perspective d'ordre identitaire** pousse à la distinction entre l'Europe et l'Amérique et donc à la définition politique et culturelle de deux Occidents, un

Occident européen et un Occident américain.

Or reconceptualiser la politique d'élargissement et de voisinage, c'est tout d'abord reformuler les paradigmes structurants de l'ordre international, ce qui implique l'identification du pivot stratégique de la planète et de l'acteur ou des acteurs qui se disputent son contrôle. Cette reconfiguration permet de définir les régions décisives de rivalité mondiale et au-delà, les grands enjeux qui ont scandé les affrontements décisifs de l'humanité. Au XXI^{ème} siècle la bataille décisive pour l'Hégémonie et pour le leadership mondial se fera en Eurasie, entre la puissance extérieure du cœur géopolitique du monde et l'acteur prééminent de la masse continentale dominante. Elle se fera sur le front marginal des continents (façades subcontinentales et péninsulaires) et de ce fait sur les rivages, les littoraux et les routes maritimes intercontinentales du « Rimland » mondial. C'est la raison pour laquelle l'Europe, pour définir une stratégie unitaire dans le monde, devra valoriser prioritairement l'approche inter-océanique (Océans Atlantique, Pacifique et Indien) et insérer le projet d'Union des pays riverains de la Méditerranée, du Proche et Moyen-Orient et du Golfe, dans une perspective continentale (Mer Noire, Caucase du Sud et Asie Centrale). La Turquie et le plateau iranien font partie de cette deuxième perspective, principalement continentale. Pour l'Europe occidentale et pour la Turquie, la géopolitique décisive se précisera par le choix que la première fera de sa relation historique avec la Fédération de Russie. Ce choix de long terme est historique et sera largement déterminé par trois acteurs essentiels, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Chine.

A la périphérie occidentale des bouleversements de l'échiquier eurasien, l'Europe et la Turquie font la politique de leur géographie. La Turquie accroît son influence vers les terres d'Asie Centrale et en direction du Golfe et exerce un équilibre de pouvoir entre la Russie, pivot de l'Eurasie et l'Océan Indien, cœur des masses océaniques. Dans le Caucase, elle influe sur le *containment* de la Russie et de l'Iran. En Méditerranée et dans le Golfe, elle est serrée entre Israël et l'Egypte, qui a renoué avec Moscou. Dans cette même région, les Kurdes, alliés d'Israël, effectuent une percée militaire vers les puits de pétrole et repoussent l'embrasement du Califat et de l'Etat islamique, qui s'élargit à ses portes.

Si la bipolarité avait enfermé l'Europe dans la partie occidentale du continent, la nouvelle phase de l'histoire restituée à l'Europe son passé et sa diversité lointains. L'élargissement de l'UE et ses perspectives lui permettent de prendre à revers les puissances terrestres euroasiatiques par l'étendue de la projection des forces que justifie sa puissance navale et péninsulaire. Cette projection est rendue possible par l'accès aux zones côtières de la Méditerranée, de la mer Noire et de la Caspienne, et à celle du Golfe, à l'océan Indien et à l'Asie du Sud.. En survol et sur l'échiquier eurasiatique, l'Europe est un joueur incomplet et imparfait tandis que les Etats-Unis sont un arbitre global, un pivot géopolitique clé et un acteur dominant.

Les limites de l'Europe et les capacités d'absorption de l'UE

Pour ce qui est des « frontières extérieures » de l'Europe, elles sont devenues un sujet d'actualité et d'interrogation institutionnelle, à partir de la décision du Conseil du 17 décembre 2004 d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie.

La crainte d'une Union qui ne connaît plus de limites, ni à l'Est ni au Sud-Est du continent exige la définition d'un cadre organisateur général des relations extérieures de l'UE. Ainsi, deux dimensions problématiques sont concernées, une, de nature institutionnelle et, l'autre, de nature sécuritaire.

- La première est liée aux « capacités d'absorption » de l'Union Européenne, et concerne le poids et l'équilibre institutionnel au sein du Conseil des ministres de l'Union, mais aussi les capacités budgétaires et les politiques de solidarité et de cohésion.
- La deuxième se réfère aux relations de proximité, les Balkans occidentaux, zone à très forte instabilité politique et à haut potentiel de conflits et à la présence de ressources et de revendications territoriales, aiguissant les crises latentes ou gelées.

La réorganisation des partenariats actifs des pays du Sud/Sud-Est de l'Europe constitue la base de lancement de la part de l'UE d'un « pacte de stabilité du Caucase du Sud et de la

grande mer Noire », comme concept organisateur et cadre géopolitique de la réorientation régionale en matière de sécurité.

Ainsi un meilleur accès aux ressources énergétiques de l'Asie Centrale influencera le vent de libéralisation et de pluralisme politique des pays ex-soviétiques. Dans la logique de leur intérêts bien compris, cela devrait favoriser le retour de l'Europe dans le « grand jeu » qui est mené en Asie Centrale et dans la bordure des « Balkans eurasiens »¹, par les États-Unis, la Chine, le Pakistan et l'Inde.

Cette réorientation du processus d'élargissement comporte une transformation de l'équation stratégique, du Caucase à l'Asie centrale et du Heartland, au golfe Persique, incluant la Turquie.

Projection de l'UE vers le Caucase et l'Asie centrale

La projection de l'Union Européenne et de la Turquie vers le Caucase et l'Asie centrale pourrait répondre à une série d'objectifs :

- fixer les limites de l'UE, donc des demandes d'adhésion recevables ;
- faire de l'Europe un partenaire influent dans une politique mondiale redéfinie ;
- favoriser le dialogue et la planification, par l'identification des défis à affronter collectivement (détérioration de l'environnement, surpopulation, fanatismes, pandémies, catastrophes naturelles) ;
- fixer un agenda de sécurité planétaire pour le XXI^e siècle,

L'UE, les États-Unis et la Turquie

L'objectif commun de l'UE et des États-Unis dans le monde est la gestion d'un système maîtrisable et d'une structure de coopération géopolitique qui s'oppose à l'anarchie – exigeant une coopération étroite et un partage des responsabilités. Au-delà de la région euro-atlantique qui trouve ses frontières géographiques dans les tracés de la géopolitique

1

Les « Balkans eurasiens » constituent, selon Brzezinski, une mosaïque ethnique, le cœur d'une vaste « zone de pouvoir vacant » et d'instabilité interne. Ils regroupent neuf pays : le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie et l'Afghanistan. On peut y inclure la Turquie et l'Iran (voir carte en annexe).

russe établie au XVIIIème siècle, la disparité et le pluralisme des intérêts et des valeurs ne permettent pas l'intime association du leadership cooptatif et d'une hégémonie démocratique, propre à l'espace euro-atlantique.

Ces considérations expliquent la non-recevabilité de la demande d'adhésion de la Turquie à l'UE. La Turquie appartient à l'extérieur de ce tracé continental, ce qui lui impose une politique étrangère et de sécurité dictée par sa position de carrefour à la croisée de trois continents.

La géopolitique du plateau turc dictée par la fonction de jonction eurasienne interdit une vision stratégique commune à l'Europe, mais justifie en revanche celle d'un « partenariat privilégié » aux contenus et formes variables.

La Turquie entre intégration et conflit

La Turquie est placée à mi-chemin entre deux espaces, d'intégration et de pacification relatives propres de l'Europe Occidentale et de revendications d'autonomie et d'indépendance, circonscrits par la région du Moyen et Proche Orient, du Golfe et de la Méditerranée Orientale.

La géopolitique suggère à la Turquie une stratégie eurasienne, enracinée dans son Histoire.

En revanche, l'Europe occidentale est poussée à concevoir une stratégie globale de projection de puissance en tant que péninsule de la masse continentale.

Peut-il y avoir, dans cette antinomie, un avenir commun entre l'UE et la Turquie transcendant les déterminismes de la géographie et la crise des négociations bilatérales, depuis l'acceptation du statut de candidat à l'adhésion en 1999 ? Sur quels sujets, de politique intérieure et internationale, peuvent-ils se reporter leurs objectifs communs ? Sur quelles conceptions de la sécurité, régionale et mondiale et sur quels vulnérabilités et défis ? Y a-t-il une convergence lisible en matière de régime politique, ou même en matière

de croissance et de conception de la relance économique, sur lesquelles divergent par ailleurs les deux principaux pays européens, la France et l'Allemagne ?

L'ambiguïté stratégique de l'UE

Les ambiguïtés européennes inhérentes aux « limites » de l'Europe sont une cause de tension de l'UE avec la Russie, à propos des pays du Partenariat Oriental et avec la Turquie, en ce qui concerne le Sud-Est du continent. Ces ambiguïtés posent un premier problème, consistant à savoir si les États-Unis, la Russie et la Chine sont prêts à reconnaître à l'Europe un rôle de parité et donc de partenariat. Il faudrait évidemment, pour se voir reconnaître un tel rôle, que l'Europe retrouve une vitalité démographique et économique qui lui font défaut et se dote des moyens, y compris militaires, de ses ambitions (sans oublier le fameux numéro de téléphone réclamé par M. Kissinger !)

En deuxième lieu, il s'agit de savoir si l'Europe aura à l'avenir une identité propre sur le plan politique et militaire, avant de poursuivre les élargissements qui disloquent son centre de gravité politique.

Enfin, il s'agira de voir si l'UE pourra s'accommoder des conceptions françaises concernant la distribution des pouvoirs au sein des institutions transatlantiques ou à l'inverse, si elle se pliera au leadership allemand, soutenu par les États-Unis.

Les conséquences régionales de la crise ukrainienne

Les querelles continentales sur les issues de la crise ukrainienne, le rôle de négociateur incontournable de la part de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie et la présence ultime des États-Unis sur le continent, dans la Mer Noire et dans la Caspienne, influent sur la nature des relations entre l'UE et la Turquie.

La nouvelle centralité de l'Allemagne en Europe après l'effondrement de la bipolarité, ne lui requiert plus d'être le rempart historique contre l'Est, exercé pendant la longue période médiévale et poursuivi jusqu'en 1945, rôle qui lui a attribué sur le continent la fonction

conjointe de créateur d'ordre et d'hégémon.

Comme l'a récemment déclaré Henry Kissinger, ancien Secrétaire d'Etat américain, « l'Allemagne est condamnée à prendre plus de responsabilités » dans les affaires du monde »². Elle s'affirme sur la scène diplomatique et devient la clé de l'entrée des pays des Balkans occidentaux dans l'Union (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie), jouant également l'intermédiaire entre V. Poutine et P. Porochenko.

Ainsi, la crise ukrainienne pose le problème de l'équilibre continental avec la Russie et donc les différentes perspectives d'équilibre euro-russe, au vue des deux lectures nationales de la stratégie européenne, française et allemande.

En effet, l'adhésion de la Turquie à l'UE perturberait non seulement les relations franco-allemandes en Europe, mais également les relations bilatérales franco- et germano-russes, influant directement sur les ambitions européennes dans leur ensemble, autrement dit sur le projet d'Union comme dessein d'ordre politique continental.

Le projet européen et les tensions extérieures

Par ailleurs, le projet européen, bien que soutenu par une dynamique historique et politique propre, comporte trois tensions extérieures : une venant de la Russie, la deuxième de l'Amérique et la troisième du Moyen-Orient, du Golfe et de la Méditerranée. L'Europe ne pourra se réaliser sous l'égide exclusive de l'Allemagne, ni sur une hostilité ou une nouvelle coalition contre elle, car ces dilemmes imposeraient des choix difficiles aux États-Unis et porteraient atteinte aux ambitions de la France sur la spécificité de son rôle international.

La Turquie, la « question russe » et le déséquilibre stratégique dans le Sud-Est du continent

Ainsi la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée ont remis à l'ordre du jour la « question russe » (appelée autrefois la « question d'Orient ») et donc le contrôle de la Mer Noire et des détroits du Bosphore, bref le rôle de la Turquie et celui antinomique des États-Unis sur

2 Extrait du journal *Le Monde* 26 août 2014

la porte d'accès occidentale à l'Eurasie, où se joue le sort du monde.

La déstabilisation de l'Ukraine représente une distorsion géopolitique dont les répercussions en Méditerranée orientale ne tarderont pas à se faire sentir.

Il serait hasardeux voire erroné de soutenir que l'UE comme ensemble post-national pourrait trouver un rééquilibrage avec l'adhésion de la Turquie et dans une implication conséquente dans la zone de turbulence du Proche et Moyen-Orient et du Golfe.

L'Europe, la Turquie, la Russie, les États-Unis et l'Eurasie

Une partie délicate se joue entre l'Europe, les États-Unis et la Russie, depuis la chute de l'Union Soviétique, pour le contrôle de l'Eurasie. Cette partie concerne tout aussi bien des acteurs pivots régionaux comme l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Iran, que des acteurs géostratégiques de taille : la Russie, l'Inde, le Japon et l'Indonésie.

Le rôle d'arbitre de ce « jeu » est assuré par les États-Unis, puissance extérieure au grand échiquier de l'Eurasie, qui essaient de réduire l'influence de la Russie par la constitution d'un axe Tachkent – Bakou, Tiblisi – Kiev, et d'un corridor énergétique Bakou – Ceyhan permettant l'exportation d'hydrocarbures de la Mer Caspienne, par l'évitement du transit à travers la Russie.

La politique de l'UE vis-à-vis de la demande d'adhésion de la Turquie a consisté à repousser son entrée dans l'Union, car l'adhésion ferait de celle-ci un joueur équivalent à l'Allemagne en termes de représentation, de décision et de souveraineté partagée au sein du Conseil et de Parlement Européens³. Cela bouleverserait la logique profonde de l'Union, dont le projet de réconciliation concerne des États européens et repose sur une communauté d'origine, la chrétienté et l'héritage de Rome (primauté du droit, équilibre des pouvoirs et séparation augustinienne du spirituel et du politique), tradition reprise ensuite par le Saint-Empire Romain Germanique. Cette adhésion serait porteuse d'un double paradoxe : elle ferait d'un

³ La Turquie compte 76 millions d'habitants contre 81 pour l'Allemagne, et cela revêt une importance essentielle dans un système institutionnel à la proportionnelle.

État extra-européen un des États les plus importants de l'Union et de la « *communitas christiana* », une communauté musulmane de confession sunnite et islamo-conservatrice, provoquant un changement stratégique fondamental vis-à-vis du reste du monde.

L'entrée de la Turquie dans l'UE aurait également pour effet de rabaisser le rôle de la France et d'associer l'Europe à un partenariat cooptatif avec l'Amérique, renforçant le pouvoir de celle-ci pour toute entreprise d'influence et de domination extérieure à caractère global.

En termes géopolitiques, la Turquie est inscrite dans l'espace des « Balkans eurasiens », aux problèmes ethniques et culturels d'une très grande complexité. Ces problèmes ont été aggravés en Ukraine, Syrie, Iran, dans le Golfe, en Afghanistan et en Asie Centrale dans le but d'affaiblir la Russie, par une politique de *roll back* et au sein de l'Union Européenne, par l'absence d'une stratégie internationale lisible. Cet affaiblissement de l'UE demeure sans solution immédiate dans la région qui va de la Géorgie à la Moldavie, Transnistrie et Roumanie, et s'ajoute comme frein stratégique et financier à l'adhésion de la République turque. A ses portes, l'éventuel Etat du Kurdistan représente un danger pour la stabilité politique du gouvernement islamo-conservateur et pour la cohésion nationale turque. L'ouverture vers les Etats arabes, consécutive à la « rupture » diplomatique du Ministre des Affaires Etrangères, A. Davutoglu, et résumée par la formule « zéro ennemi » (2000) a inversé la politique nationaliste antérieure.

Dans ces conditions, les revirements de la politique étrangère de la Turquie ne peuvent figurer comme des éléments de stabilisation régionale, particulièrement nécessaire, après les révoltes arabes et le tournant pris par celles-ci en Syrie, Irak et Egypte.

Les dirigeants turcs n'ont pas pris la mesure des changements intervenus dans le monde et en particulier au Grand Moyen-Orient, au Golfe, en Méditerranée et en Afrique subsaharienne. Ce n'est plus l'Etat-nation, post-colonial, faible, vulnérable ou en déliquescence, qui demeure la structure de régulation d'ensembles sociaux disparates mais les religions radicalisées et la violence obscurantiste des petites sociétés prémodernes, djihadistes ou guerrières, affirmant leurs souverainetés par le Califat, le nihilisme et le chaos. Dans ces conditions, les dirigeants turcs ont appris qu'il n'y a plus d'interlocuteurs fiables, identifiés et légitimes avec qui négocier.

Les États-Unis et le Grand Echiquier

Les États-Unis, sortis gagnants de la Guerre Froide, maîtrisent de moins en moins

- un système international devenu non seulement multipolaire mais polycentrique et
- les zones de non-droit.

Ils ont besoin de réassurer leurs alliés de l'OTAN pour dissiper les doutes du déclin et de l'incapacité du Président Obama à jouer le rôle de leader de l'Occident. L'exercice de cette nouvelle version de l'Empire, déterritorialisé et en réseau, a cependant besoin de se déployer dans l'espace physique et de gouverner des hommes, selon les régimes politiques qui correspondent à leurs traditions anciennes, étrangères à l'idée d'Europe et à celles d'Etat et de démocratie.

Ainsi, la première contradiction de la gouvernance mondiale est qu'elle ne peut s'exercer ni dans le cadre de la démocratie représentative, ni dans le respect des convictions des minorités religieuses et donc dans les formes de la laïcité occidentale. En effet, le rejet de la séparation augustinienne du domaine temporel et spirituel, que l'intégrisme djihadiste exècre et combat, impose l'apostasie et la fidélité à une seule divinité, au prix de massacres et de barbaries d'un autre âge et donc l'obéissance aveugle à un seul régime : celui du Califat, qui désinstitutionnalise l'Etat-moderne, issu du Traité de Westphalie (1648).

L'UE et les trois options de politique étrangère de la Turquie

Si, comme le remarque avec lucidité Z. Brzezinski dans *Le Grand Echiquier*, « l'unification européenne apparaît de plus en plus comme un processus qui s'impose de l'extérieur et pas comme un idéal auquel on croit » et si l'idée européenne a été prise en charge par un appareil bureaucratique lourd et éloigné de l'adhésion populaire, de telle sorte que l'Union Européenne donne l'impression d'un conglomérat de sociétés affectées par un malaise social chronique, quelle impulsion la Turquie peut-elle donner à un organisme qui a perdu son élan intérieur ?

A la chute de l'empire soviétique dans les années 1990, la Turquie, qui est l'un des pivots géopolitiques clés de l'Eurasie et dispose d'atouts dépassant les conditionnalités léguées par la géographie, a tenté de redéfinir son identité et sa cohésion nationales.

Parmi les trois options qui se sont offertes à sa classe dirigeante:

- l'adhésion à l'Union Européenne, dans le but de devenir un État occidental laïc et moderne, suivant en cela l'héritage d'Atatürk ;
- l'orientation islamiste modérée, prétendant à une conciliation entre Islam et démocratie et ayant comme corrélat l'ouverture vers les autres pays arabes de la région dans le but de créer une zone de stabilité dans la région, cette option s'est traduite par une rupture stratégique. Cette option « zéro ennemi » (de Davutoglu 2000) s'est traduite par une rupture stratégique, prenant la forme d'un appui à l'opposition islamiste de Bashar Al-Assad, soutenu par la Russie et l'Iran et balayant les ambitions de stabilité régionale, mise à mal par les crises successives des pays arabes ;
- le néo-nationalisme, suggéré par la grande histoire ottomane, lui faisant découvrir une nouvelle mission envers les peuples turcophones et musulmans de la Mer Caspienne et de l'Asie Centrale.

Ces trois orientations, aux axes stratégiques divergents, ont introduit une série d'incertitudes dans la politique étrangère de la Turquie. En effet, elles l'ont engluée :

- dans les conflits ethniques et religieux qui minent la région, cumulant les difficultés et provoquant l'exode de populations Kurdo- turques (soit 20 % de la population à l'Est du pays). Ces derniers réclament l'indépendance nationale dans une lutte qui les engage à côté des Kurdes irakiens et syriens.
- dans des aventures contre-productives en Méditerranée, avec l'épisode de la flottille de militants pro-palestiniens envoyée à Gaza dans le but de rompre le blocus israélien, ce qui a eu pour effet de rapprocher Israël des Kurdes, de la Grèce et de Chypre.
- dans le refus d'aider à la résolution du conflit gelé avec l'Azerbaïdjan, ce qui a poussé l'Arménie à rejoindre le projet eurasiatique de Moscou.

Dans un contexte international en pleine métamorphose, l'hostilité de l'Iran à l'égard des États-Unis et de l'Occident a incité Téhéran à adopter une politique plus accommodante vis-à-vis du Kremlin, autre adversaire historique, tandis que la politique étrangère de la Turquie, leader potentiel d'une communauté turcophone eurasienne imprécise et mal définie, s'est tournée vers l'Asie Centrale.

Propositions pour un « Partenariat Privilégié » entre l'UE et la Turquie

L'idée d'adopter un « partenariat privilégié » comme entente stratégique réfléchie entre l'UE et la Turquie est fondée sur série d'évidences ayant pour base de nouveaux paradigmes:

- l'Eurasie à la place de l'Europe
- l'anarchie internationale au lieu de l'intégration
- la définition des intérêts vitaux et donc une politique de sécurité et de défense au lieu de l'idéologisation des valeurs (la démocratie et les droits de l'Homme)
- le passage probable d'une « logique de négociation » permanente » entre Etats européens à une phase d'équilibres de compétition ou de chacun pour soi.

Si la tâche principale de l'UE a été le développement étendu de la stabilité internationale qui constitue le cadre conceptuel de l'intégration du continent le prolongement de cette responsabilité dans la région du plateau turc, du Caucase du Sud et de la grande mer Noire, lui permet d'atteindre un niveau de responsabilités politiques qui dépassent la sphère régionale et atteignent la stabilité mondiale.

En particulier, dans la zone visée aucun des grands partenaires régionaux n'a les moyens, ni dispose d'un consensus stratégique lui permettant de prétendre à la prééminence régionale.

La signature de partenariats privilégiés et actifs, avec les pays ayant choisi le régime qui assure au mieux leur vocation au changement politique et à l'ouverture internationale, est la seule solution compatible avec le maintien du projet européen et la préservation de son message. C'est à partir de cette perspective commune à l'UE et à la Turquie et guère d'une dangereuse dilution de l'Europe, que peut s'établir une entente stratégique.

Au niveau du système international, la gestion des relations extérieures et les retournements des situations imposent à l'UE d'avoir une personnalité politique forte, une structure de décision efficace et des « limites extérieures » qui ne demeurent une source de perceptions erronées. Ceci exige une vision réaliste du monde, car la coexistence de la paix et de la guerre est toujours immanente, la dialectique des antagonismes toujours à l'œuvre et la conscience de l'hétérogénéité du monde toujours là, pour prouver que les individus et les peuples n'obéissent pas aux mêmes conceptions du juste et de l'injuste, de démocratie et de liberté et que la diversité des régimes politiques et des corps sociaux engendre différents types d'inégalités, d'inimitiés et de conflits et avec ceux-ci des génocides et des guerres.